

**QUELQUES RÉFLEXIONS À PROPOS DE  
« LA CHINE ET LE NOUVEAU CAPITALISME D'ÉTAT »**

Marie.Claire BERGÈRE

Membre titulaire de la troisième section de l'ASOM

Sciences juridiques, économiques et sociales

Document 2.2

Dans le dernier chapitre du livre, j'évoquais trois scénarios possibles d'évolution de la Chine à moyen terme : une panne de croissance qui compromettrait la stabilité du régime, un soulèvement populaire qui renverserait le pouvoir du Parti-État, le maintien du régime auquel des réformes limitées venues de l'intérieur même du parti pourraient conférer une certaine flexibilité. Dans quelle mesure les évolutions survenues au cours des huit dernières années ont-elles confirmé ou infirmé ces divers scénarios ?

La panne de croissance était l'hypothèse la plus souvent retenue par les observateurs qui considéraient d'une part que la légitimité et popularité du Parti-État se fondaient principalement sur sa capacité à assurer l'essor économique du pays et l'élévation du niveau de vie de sa population et d'autre part que la rigidité et l'autoritarisme du système politique chinois ne pouvaient que faire obstacle aux nécessaires adaptations des institutions et pratiques économiques.

La manière dont la Chine a surmonté les difficultés économiques nées de la crise sanitaire confirme le scepticisme que m'inspirait un tel scénario. Après avoir jugulé ses difficultés sanitaires, la Chine connaît un retour très rapide de la croissance qui

au troisième trimestre 2020 a retrouvé un taux (4,9%) proche de celui qui prévalait avant la pandémie. Le Parti-État a surmonté cette crise économique grâce à la politique autoritaire et interventionniste qui avait fait preuve de son efficacité lors de précédentes crises, en particulier lors du Plan de relance de 2008. Non seulement la crise n'a pas emporté le régime, mais la Chine fait actuellement figure d'heureuse exception et de modèle pour un certain nombre de pays enlisés dans la dépression.

Le second scénario, celui d'un soulèvement populaire, ne s'est pas vérifié lui non plus. Une grande partie de la population, en effet, approuve l'action du gouvernement. Les manifestations des Hong-Kongais contre les empiètements de Pékin ont soulevé en Chine une réprobation quasi unanime. En outre la force de contrôle et de répression dont dispose le gouvernement chinois n'a jamais été aussi grande et n'a jamais été exercée avec une telle rigueur depuis les débuts de l'ouverture. Ce ne sont pas seulement les dissidents qui sont exilés, emprisonnés, harcelés, mais aussi les réformateurs les plus modérés. Le gouvernement ne laisse aucun groupe - ni les entrepreneurs, ni les ouvriers, ni les paysans, ni les croyants, ni les minorités nationales - se constituer en groupe autonome.

Reste le troisième scénario : celui du maintien d'un régime sachant associer à la répression une relative flexibilité par concessions limitées, des reculs temporaires. C'est ce scénario que semble valider l'histoire des récentes années.

Cette persistance d'un certain statu quo semble contredite par l'opinion reçue que la Chine a beaucoup changé depuis l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir. Ce qui me paraît avoir surtout changé par rapport aux années 1990-2015 c'est la perception que les

Occidentaux ont de la Chine. Les critiques et une hostilité grandissante se sont substituées à la sympathie et au désir de coopérations manifestés par exemple lors de l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce en 2002. Ce changement de perception, objectera-t-on, correspond aux transformations de la Chine elle-même : le parti a été renforcé par la concentration des pouvoirs aux mains de Xi Jinping dont la pensée est inscrite depuis 2017 dans les statuts du parti et auquel une modification de la constitution a donné en 2018 la possibilité de devenir président à vie. L'ambition s'est ouvertement déclarée de devenir la première puissance économique mondiale (« le rêve chinois ») en continuant à combler l'écart avec les Occidentaux dans le domaine des technologies de pointe (le plan Made in China 2025), la puissance militaire a été renforcée, en particulier celle des forces aériennes, de la marine, de l'arsenal nucléaire. L'arrogance d'une diplomatie dite « du loup » a remplacé « le profil bas » recommandé par Deng Xiaoping et le régime cherche par tous les moyens, des démonstrations militaires dans les mers de Chine méridionale aux Routes de la soie et aux Instituts Confucius, à renforcer son influence dans le monde.

A bien y regarder, cependant, tous ces changements ne représentent pas des innovations mais l'aboutissement des efforts consentis antérieurement, la maturation de politiques inscrites dans les gènes du régime depuis sa fondation en 1949 : nationalisme, développement économique, réunification du territoire national (y compris le retour de Hong Kong et de Taiwan), hégémonie régionale, rayonnement politique et culturel mondial.

La nouveauté c'est que les moyens mis au service de ces objectifs sont désormais beaucoup plus puissants. S'il était encore en vie, Deng Xiaoping pourrait révéler le fond de sa pensée et compléter sa recommandation de garder un « profil bas », en ajoutant : jusqu'à ce que le rapport des forces nous soit devenu plus favorable.

Cette transformation de la Chine qui surprend l'Occident a de clairs antécédents dans l'histoire de la RPC, période maoïste comprise. Deux exemples entre bien d'autres. La campagne contre la corruption lancée par Xi Jinping au lendemain de son avènement en 2013 suit un schéma analogue à celui de la campagne des Cinq Anti que Mao avait déclenchée en 1953 pour abattre les capitalistes mal asservis au régime et se débarrasser en même temps d'une faction jugée trop gauchiste. De même les difficultés rencontrées par les entrepreneurs étrangers en Chine ne datent pas d'hier. Voici longtemps qu'ils se plaignent du non-respect de la propriété intellectuelle, de l'obligation qui leur est faite de s'associer à des partenaires locaux parfois abusifs, des transferts imposés de technologie, des distorsions dans l'attribution des marchés. Pour reprendre une phrase que les responsables chinois aiment bien adresser à ceux qui font mine de leur résister, on pourrait rappeler à ces entrepreneurs comme aux dirigeants occidentaux : « Vous ne pourrez pas dire que vous n'avez pas été avertis ».

Pourquoi les menaces si clairement latentes n'ont-elles pas été prises en compte ? Pourquoi les Occidentaux ont-ils cru que la Chine finirait par se rallier à leur mode de production, de vie, de pensée ? Bien des raisons peuvent expliquer cet aveuglement : intérêts matériels, naïveté idéologique, ignorance et surtout, à mon

sens, une tendance à inscrire analyses et stratégies dans le temps court : celui des actionnaires, des journalistes ou des élus.

La Chine est devenue beaucoup plus puissante mais elle n'a pas changé et ne semble pas devoir changer d'objectifs ni de méthodes dans un futur prévisible. Il faudra donc vivre avec elle et mener de rudes négociations pour assurer au mieux cette coexistence.